

Tunisie : fragments au jour le jour - Nouveaux rendez-vous pour la solidarité

mardi 18 janvier 2011, par [Collectif / Signatures multiples](#) (Date de rédaction antérieure : 18 janvier 2011).

Le Collectif de Solidarité avec les Luites des Habitants de Sidi Bouzid - Tunisie appelle à deux rassemblements :

1/ La commission administrative de l'UGTT vient de décider le retrait de ses 3 représentants du Gouvernement.

Elle demande que ce gouvernement soit apuré des symboles de la dictature de Ben Ali, notamment des ministères de souveraineté (la Défense, l'Intérieur et les Affaires étrangères), ainsi que de certains membres de ce gouvernement, connus pour avoir été associés à tous les crimes (torture, assassinat...) de Ben Ali depuis 23 ans.

Plus que jamais, restons mobilisés aux côtés de la rue, qui refuse ce gouvernement, elle exige le départ des représentants du RCD et la dissolution du parti de Ben Ali.

Rassemblement d'urgence Mardi 18 janvier 2011 à 18 h 00

Métro Couronnes (ligne 2) Paris 75011

2/ Rassemblement

Jeudi 20 janvier 2011 à 18 h 00

Fontaine des Innocents à Paris

Metro : Chatelet - RER : Les Halles

Tunisie, pourquoi les ministres de l'UGTT ont-il démissionné ?

A peine annoncé, le gouvernement d'union nationale est aux prises avec sa première crise. Les ministres de l'UGTT viennent de démissionner, en l'occurrence Anouar Ben Gueddour, secrétaire d'Etat auprès du ministre du Transport et de l'Équipement, Abdeljelil Bédoui, ministre auprès du Premier ministre, et Houssine Dimassi, ministre de la Formation et de l'Emploi.

Cette démission intervient, indiquent des sources informées à Gnet, suite à un désaccord de forme, et un autre de fond entre la direction de l'UGTT et le Premier ministre, Mohamed Ghannouchi.

Abdessalem Jrad, SG de l'UGTT, a appelé hier Mohamed Ghannouchi, en présence de représentants syndicaux du bureau exécutif de l'UGTT, et lui a demandé de ne pas annoncer la composition du gouvernement jusqu'à la réunion aujourd'hui, mardi, de la commission administrative qui a vocation

à décider de l'entrée de l'UGTT au gouvernement ou non, en vertu du règlement intérieur de la centrale syndicale. Les deux parties auraient été d'accord sur ce principe, mais Ghannouchi a procédé à l'annonce du gouvernement hier après-midi, prenant l'UGTT de court.

Le désaccord de fond, est que la centrale syndicale oppose une fin de non-recevoir à la composition du gouvernement d'union, à la répartition des tâches en son sein, et émet des réserves sur certaines figures rcédeistes qui occupent des postes clés au sein de cette équipe gouvernementale de transition.

Par ailleurs, Mustapha Ben Jaâfar, Secrétaire général du Forum démocratique pour le travail et les libertés (FDTL) vient de se retirer du gouvernement, en tant que ministre de la Santé publique. Il déplore la présence massive des figures indésirables du RCD au sein du gouvernement d'union, et l'intervention du ministre de l'Intérieur d'hier. Mustapha Ben Jaâfar a déclaré à la TAP, que son parti « suspend sa participation au gouvernement d'union nationale et demande la révision de la composition de ce gouvernement en coordination avec l'Union générale tunisienne du travail (UGTT) ».

Moufida Tlatli, nommé ministre de la Culture, s'est retirée du gouvernement. Le mouvement Ettajdid dont le SG Ahmed Brahim est chargé dans le nouveau gouvernement du portefeuille de l'Enseignement supérieur, lie son maintien au gouvernement à trois conditions :

- 1- Démission immédiate, du RCD, de tous les ministres appartenant à ce parti
- 2- Gel des avoirs mobiliers et immobiliers du RCD
- 3- Dissolution de toutes les cellules professionnelles du RCD

GNet, 18 Janvier 2011

A Tataouine, des manifestants bloquent le siège du RCD...

Ça y est, le siège du RCD de Sousse est pris... Quelques gars courageux et lestes, et la façade a été rapidement escaladée, sous les ovations de la foule, qui, en français, scande « DEGAGE » :

<http://www.youtube.com/watch?v=-xm85hAZCsU>

UGTT, Paris...

1 - La commission administrative de l'UGTT vient de décider le retrait de ses 3 représentants du Gouvernement.

Elle demande que ce gouvernement soit apuré des symboles de la dictature de Ben Ali, notamment des ministères de souveraineté (la Défense, l'Intérieur et les Affaires étrangères), ainsi que de certains membres de ce gouvernement, connus pour avoir été associés à tous les crimes (torture, assassinat...) de Ben Ali depuis 23 ans.

Plus que jamais, restons mobilisés aux côtés de la rue, qui refuse ce gouvernement, elle exige le départ des représentants du RCD et la dissolution du parti de Ben Ali.

Rassemblement d'urgence

Mardi 08 janvier 2011 à 18h.00

Metro Couronnes (ligne2)

Paris 75011

Le Collectif de Solidarité avec les Luttas des Habitants de Sidi Bouzid-Tunisie

Le 18 janvier, UGTT...

EXTRAORDINAIRE !

La Commission administrative du syndicat ouvrier UGTT vient de terminer ses travaux à l'instant. Elle a décidé :

1-Retrait des 3 ministres de l'UGTT du gouvernement de Ghannouchi

2-Démission des 5 députés de l'UGTT au Parlement

3-Démission du 1 sénateur de l'UGTT du Sénat

4-Exiger la dissolution du parti de Ben Ali, le Rassemblement Constitutionnel Démocratique (RCD)

5-Restitution de tous ses biens au peuple

6-dissolution des cellules destouriennes dans les entreprises et la restitution de leurs locaux à l'UGTT

Suite à cela, 2 des 3 partis de l'opposition qui ont rejoint le gouvernement Ghannouchi ont décidé leur retrait de celui-ci

Actuellement, dans toutes les villes de Tunisie des manifestations se mobilisent pour exiger la dissolution du RCD et d'en finir avec tous les représentant de l'ordre ancien !

Vive la révolution sociale et démocratique de Tunisie

Fathi CHAMKHI

Bizerte le 16 janvier 2011

Une manifestation a été organisée aujourd'hui par l'Union Régionale du Travail à Bizerte,

rassemblant plusieurs centaines de manifestants.

Les slogans :

- Au pain et à l'eau mais sans le RCD (parti au pouvoir)
- Peuple révolte-toi contre les restes de la dictature
- Tunisie libre, RCD dehors
- Tribunal populaire pour le ministère de l'intérieur
- La protection de la Révolution est un devoir.

Pendant ce temps là, des dirigeants de partis de l'opposition seraient arrivés à un accord avec le premier ministre sur de nouvelles règles pour les élections à venir...

Correspondante
